

Tribune de lancement du collectif #EC2022

La France est prête pour prendre le virage de l'économie circulaire.

Pour tenir le rythme de la consommation actuelle des ressources naturelles par l'humanité, il faudrait en réalité 1,75 Terre.

Chaque année, l'humanité franchit le jour du dépassement de plus en plus tôt. Elle vit alors à crédit. Pour continuer à boire, à manger, à nous chauffer ou à nous déplacer, nous sur-exploitions les écosystèmes et nous compromettons leur capacité de régénération, impactant par là-même directement l'avenir de nos enfants. Cette surexploitation aggrave aussi considérablement le changement climatique et place hors de portée les objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre des accords de Paris. La France s'est elle-même fixée un objectif de réduction de ses émissions territoriales de gaz à effet de serre de -40 % en 2030 par rapport à leur niveau de 1990. Cet objectif, inscrit dans la loi, implique une action immédiate pour faire face à l'urgence climatique. En 1990, nous avons franchi le jour du dépassement le 30 septembre. En 2021, c'était le 29 juillet. Certes, ce fut une amélioration de trois semaines par rapport à 2019, mais liée aux mesures exceptionnelles de la crise de la Covid-19 et non à des actions consciemment dirigées vers la réduction de la consommation. L'effet de cette crise sanitaire exceptionnelle a contraint le ralentissement d'un modèle non soutenable basé sur les énergies fossiles et le prélèvement hors de contrôle des ressources naturelles.

Sur le plan social, les experts tablent sur des conséquences catastrophiques de la crise, accroissant les inégalités. Les populations déjà les plus fragiles sont les plus impactées. Dans l'édition 2020 du portrait social de la France, l'Insee expliquait par exemple que les 715 000 suppressions d'emplois en France concernaient avant tout les postes les plus précaires. La fermeture des écoles et les cours à distance des universités ont aggravé la situation des élèves de milieu modeste, confrontés à un manque de matériels, à des problèmes de connexion internet ou à l'absence d'aide parentale. Or, les inégalités d'aujourd'hui dessinent les inégalités de notre société de demain.

Les gouvernements ont ainsi la mission très complexe de répondre simultanément à ces deux enjeux cruciaux - la transition écologique et la relance économique pour avoir les moyens de réduire les inégalités - le tout au milieu d'une défiance généralisée à l'égard du pouvoir et des clivages d'opinion plus violents et malveillants que jamais. Et ils ne peuvent se permettre de choisir entre ces deux enjeux !

Il existe une solution qui, si elle n'est pas miracle, est du moins totalement encore sous-exploitée, pour conjuguer respect des équilibres naturels et croissance économique nécessaire pour financer notre modèle social redistributif : cette solution, c'est l'économie circulaire.

Elle désigne un modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en réduisant et limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, eau, énergie) ainsi que la production de déchets. Il s'agit de rompre avec le

modèle de l'économie linéaire (extraire, fabriquer, consommer, jeter) pour créer des modèles durables et respectueux. Elle est aujourd'hui réduite à la notion de recyclage ou de gestion des déchets, alors qu'elle peut transformer tous les secteurs et toutes les chaînes de valeur : conception des produits, transport, consommation, services, économie de la seconde main. Selon la Fondation Ellen MacArthur, l'économie circulaire pourrait contribuer à hauteur de 1,8 milliards d'euros d'ici 2030 à la croissance européenne, uniquement par le biais de la réduction des coûts de matières premières. En France, elle pourrait apporter jusqu'à 0,6% de croissance supplémentaire annuelle, générer près de 300 000 emplois dans les prochaines années selon la Feuille de route Économie Circulaire (FREC) de 2019 et augmenter le pouvoir d'achat de nos concitoyens ! Un des exemples industriels les plus parlant provient déjà de France : Renault a décidé de transformer son usine de Flins en première usine européenne d'économie circulaire dédiée à la mobilité. L'objectif : produire des véhicules de seconde main, réparer ou recycler les batteries et investir dans la recherche. Il s'agit de plus de 3000 emplois sur le site d'ici 2030. Voilà un exemple circulaire concret qui prend à contre-pied la désindustrialisation dramatique de notre territoire, exemple à suivre par tous nos fleurons français. Du point de vue climatique, si nous passons de l'économie linéaire à l'économie circulaire sur quatre principales industries (plastique, acier, ciment et aluminium), nous pouvons réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre de 40%.

Alors que des plans de relance entrent en action à travers le monde, les gouvernements ont l'occasion de corriger le tir et de travailler à une transition et à des emplois durables. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, sur l'ensemble des financements consacrés à l'échelle internationale aux plans de relance de 2020, seuls 18 % peuvent être considérés comme « verts ». En France, 30% du plan de relance a été consacré au verdissement de l'économie, ce qui est une avancée considérable, mais l'économie circulaire en est le parent pauvre avec 0,5% des investissements uniquement. Elle est sclérosée par un fonctionnement majoritairement subventionné et public, laissant peu de place à l'initiative innovante et créatrice de richesse. Il faut lui donner une place stratégique, tout au long des chaînes de valeur, pour pouvoir bénéficier de tout son potentiel. L'économie circulaire est une économie qui crée des emplois locaux et redonne ses lettres de noblesse à des métiers de terrain comme la production industrielle ou la réparation, qu'on a trop longtemps voulu délocaliser au nom par exemple de "l'Europe des cerveaux". Elle pousse nos grands champions à investir et se transformer pour trouver de nouveaux modèles économiques performants mais non sur-consommateurs de nouvelles ressources naturelles ! C'est une économie solidaire et intergénérationnelle qui fait avancer la société toute entière face au défi partagé de la protection de notre planète. Elle assure enfin une plus grande autonomie aux entreprises stratégiques.

Les échéances politiques internationales mettent par ailleurs la France sur le devant de la scène. Le congrès mondial de la nature à Marseille et la présidence française du Conseil de l'Union européenne sont aussi l'opportunité pour la France de prendre le leadership sur ces enjeux.

Dans ce contexte, nous avons décidé de constituer le collectif #EC2022.

#EC2022 est un collectif non partisan dont le but est de placer l'économie circulaire au centre de l'élection présidentielle de 2022. Ses membres regroupent plus de 150 experts de la société civile, du monde académique, des entreprises, du secteur public et du secteur associatif. Nous avons formalisé un programme avec des mesures phares pour accélérer la prise en compte d'un développement plus durable. Nous proposerons jusqu'à l'élection ce programme aux candidates et candidats de tout bord pour qu'ils l'adoptent et s'en inspirent. #EC2022 souhaite nourrir le débat en apportant des solutions concrètes, opérationnelles et chiffrées.

Pour rebondir après cette pandémie, nous devons accélérer les décisions et les actions qui permettent une croissance plus soutenable. Et nous devons mettre fin avec réalisme aux pratiques qui détruisent notre environnement et donc notre avenir. Il est grand temps d'agir selon ce que nous rappelle Antoine de Saint Exupéry : «Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants.»

Rejoignez le mouvement sur ec2022.org !